

ADMINISTRATION

ETABLISSEMENTS SOUS TUTELLE

Décision du 13 mars 2008 portant agrément pour la pratique des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation en application des dispositions de l'article L. 2142-1-1 du code de la santé publique

NOR : SJSB0830196S

La directrice générale de l'Agence de la biomédecine,
Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 2142-1-1, R. 2142-1, et R. 2142-10 à R. 2142-18 ;

Vu la décision n° 2006-41 du 26 décembre 2006 fixant la composition du dossier de demande d'agrément prévu à l'article R. 2142-10 du code de la santé publique ;

Vu la délibération n° 2006-CO-06 du conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine en date du 12 avril 2006 fixant les critères d'agréments de praticiens pour exercer les activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 1418-4 du code de la santé publique ;

Vu la demande présentée le 28 janvier 2008 par Mme Rousseau (Muriel) aux fins d'obtenir un agrément pour pratiquer les activités biologiques d'assistance médicale à la procréation de traitement du sperme en vue d'insémination artificielle, de fécondation *in vitro* avec et sans micro-manipulation et de conservation des embryons en vue de projet parental ;

Vu l'avis des experts en date du 22 février et du 12 mars 2008 ;

Considérant que Mme Rousseau (Muriel) est notamment titulaire d'un doctorat de spécialité en génétique ; qu'elle a exercé les activités biologiques d'assistance médicale à la procréation au sein des services de génétique médicale et d'andrologie et gynécologie de la clinique universitaire Saint-Luc (Bruxelles) entre 2001 et 2008 ; qu'elle exerce au sein du centre hospitalier universitaire de Poitiers depuis 2008 ; qu'elle justifie donc de la formation et de l'expérience requises,

Décide :

Article 1^{er}

Mme Rousseau (Muriel) est agréée au titre de l'article R. 2142-1 (2°) du code de la santé publique pour la pratique des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation suivantes :

- traitement du sperme en vue d'insémination artificielle ;
- fécondation *in vitro* sans micromanipulation ;
- fécondation *in vitro* avec micromanipulation ;
- conservation des embryons en vue de projet parental.

Article 2

Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans. En cas d'urgence, il peut être suspendu à titre conservatoire, pour une durée maximale de trois mois, par le directeur général de l'Agence de la biomédecine. L'agrément peut également être retiré, selon les modalités prévues par les dispositions des articles du code de la santé publique susvisés, en cas de violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à l'assistance médicale à la procréation, de violation des conditions fixées par l'agrément, ainsi qu'en cas de volume d'activité ou de qualité des résultats insuffisants au regard des critères fixés par le directeur général de l'Agence de la biomédecine après avis de son conseil d'orientation.

Article 3

La secrétaire générale de l'Agence de la biomédecine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la santé.

La directrice générale,
C. CAMBY

Pour la directrice générale
de l'Agence de la biomédecine
et par délégation :
La secrétaire générale,
B. GUENEAU-CASTILLA